

Etats-Unis/Diplomatie

Climat : Trump va annoncer le retrait de son pays de l'accord de Paris

AFP
Washington/États-Unis

Affirmation des médias. Elle est conforme à la promesse faite pendant la campagne présidentielle. Mais depuis, il n'avait cessé d'envoyer des signaux contradictoires.

LE président américain Donald Trump a pris la décision de retirer les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat et une annonce publique est imminente, ont affirmé hier matin plusieurs médias américains. Conclu fin 2015 dans la capitale française par plus de 190 pays sous l'égide de l'Onu, cet accord vise à limiter la hausse de la température mondiale en réduisant les émissions de

gaz à effet de serre. Un retrait américain serait un camouflet pour la "diplomatie climat" qui, il y a moins de 18 mois, célébrait à Paris un accord historique, dont Pékin et Washington (sous la présidence Obama) furent des architectes centraux. Le site Axios en particulier cite deux sources anonymes qui ont eu connaissance de la décision du président. L'information n'a pas été confirmée par la Maison Blanche. Pendant sa campagne, l'homme d'affaires septuagénaire, qui martèle vouloir mettre fin à la "guerre contre le charbon", avait promis d'"annuler" cet accord. Mais depuis son installation à la Maison Blanche, le 20 janvier, il avait envoyé



Photo : AFP

Renoncera, renoncera pas à l'accord climat ? Le président Donald Trump entretient le suspense.

des signaux contradictoires, reflets des courants contraires qui traversent son administration sur la question climatique mais aussi, au-delà, sur le rôle des États-Unis dans le

monde et leur rapport au multilatéralisme. Le patron de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), Scott Pruitt, s'était ouvertement prononcé pour une sortie de l'accord, jugeant qu'il était "mauvais" pour l'Amérique. Le monde des affaires s'était, dans sa grande majorité, prononcé pour un maintien au sein de l'accord de Paris. Une douzaine de grands groupes, parmi lesquels le pétrolier ExxonMobil, le géant de l'agrochimie DuPont, ou encore Google, Intel ou Microsoft, avaient pressé Donald Trump de ne pas en sortir. L'objectif des États-Unis, fixé par l'administration Obama, est une réduction de 26% à 28% de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025 par rap-

port à 2005. Interrogé mardi sur la position de Donald Trump sur le changement climatique, qui fait l'objet d'un vaste consensus scientifique, son porte-parole Sean Spicer était resté évasif. Le président croit-il à l'impact des activités humaines sur le changement climatique, sujet qui fait l'objet d'un très large consensus scientifique ? "Je ne peux le dire, je ne lui ai pas demandé", avait-il répondu. **Dernière minute. Trump fait durer le suspense.** Le monde entier attend mais Donald Trump semble décidé à faire durer le suspense sur l'accord de Paris sur le climat. Il s'est ainsi contenté de promettre une décision "dans les prochains jours".

France/Politique

Macron et son gouvernement font bloc derrière le ministre Ferrand

AFP
Paris/France

Ce dernier est visé par des soupçons de favoritisme dans une opération immobilière.

LE président français Emmanuel Macron a appelé hier le gouvernement à la "solidarité" alors que l'un de ses ministres, Richard Ferrand, est visé par des soupçons de favoritisme dans une opération immobilière, en plein chantier sur l'éthique dans la vie politique. Le chef de l'État élu le 7 mai a tenu en Conseil des ministres à "appeler à la so-

lidarité, la responsabilité", a rapporté le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner. "Il a rappelé que notre objectif doit être de façon permanente celui de l'exemplarité dans nos actions publiques", a-t-il ajouté, alors que le nouveau gouvernement nommé par M. Macron prépare un texte de loi sur la moralisation de la vie politique française. La semaine dernière, l'hebdomadaire satirique Le Canard Enchaîné a révélé que l'épouse de M. Ferrand avait bénéficié de l'attribution d'un marché de location d'une mutuelle d'assurance quand il en était le directeur général



Photo : AFP

L'Exécutif n'entend pas lâcher le ministre de la Cohésion des territoires, Richard Ferrand, mis en cause notamment dans une opération immobilière.

(1998-2012). Un autre volet concerne l'embauche de son fils quelques mois comme collaborateur parlementaire.

Des révélations qui surviennent peu avant la tenue les 11 et 18 juin d'élections législatives cruciales pour Emmanuel Macron, en quête de majorité à l'Assemblée pour pouvoir mettre en œuvre son programme de réformes. "Tout ce que j'ai fait dans ma vie professionnelle est légal, public, transparent", a réagi hier au micro de France Inter M. Ferrand, un très proche d'Emmanuel Macron, en excluant de démissionner malgré les attaques répétées de l'opposition. Saisie, la justice française a estimé qu'à ce stade il n'y avait pas matière à enquêter. M. Ferrand avait reçu le soutien mardi soir du Premier ministre, Edouard Philippe, qui avait toutefois pointé "l'exaspération des Français" devant ce type de

pratiques, et rappelé que tout ministre inculpé devrait démissionner. Christophe Castaner a également reconnu hier "un malaise perceptible". Selon un sondage publié hier, une large majorité de Français estime que Richard Ferrand ainsi que Marielle de Sarnez, ministre elle aussi dans la collimateur pour une autre affaire, devraient démissionner du gouvernement. La ministre des Affaires européennes, visée avec 18 autres députés européens par une enquête pour des emplois fictifs présumés de collaborateurs au Parlement européen, a qualifié hier ces accusations de "mensonges", et déposé une plainte pour "dénonciation calomnieuse" contre l'euro-députée française d'extrême droite à l'origine de la procédure.

Nigeria/Troubles

Règlement de comptes sanglant entre policiers et militaires

AFP
Warri/Nigeria

DEUX agents de police ont été tués et l'un de leurs collègues grièvement blessé lors d'une attaque menée par des officiers de la Marine nigérienne à Calabar (sud-est), sur fond de règlements de compte, a-t-on appris hier de sources concordantes. Des officiers de la Marine ont attaqué à l'arme à feu puis incendié un poste de police de Calabar (État de Cross River) mardi soir, laissant "trois policiers au sol", a relaté Basseyy Shadrack, un résident témoin de la scène.

L'identité des victimes a été confirmée hier par le gouverneur de l'État, Benedict Ayade, lors d'une réunion sur la sécurité. Deux policiers sont décédés et le troisième, "grièvement blessé", a été hospitalisé. "Nous vous garantissons que les coupables seront traduits en justice et qu'ils subiront les sanctions appropriées", a indiqué le commandant de la Marine, Salihu Jubril, lors de cette même réunion. Pour le chef de la police de l'État de Cross River, Inuwa Hafiz, cette attaque est le résultat d'une "mécontentement entre jeunes officiers" à un checkpoint. "Il y a eu une bagarre entre

des officiers de la Marine et des policiers qui tenaient un checkpoint au niveau du stade de la ville", confie une source sécuritaire à l'AFP. "Les policiers ont tiré dans la jambe de l'officier de marine pour avoir grillé un feu rouge". Quelques heures plus tard, le commissariat a été attaqué par les marins qui voulaient se venger. L'armée et les forces de sécurité nigériennes sont régulièrement accusées d'abus de la force et de violations des droits de l'Homme au Nigeria, pays qui a connu des décennies de dictatures militaires avant de s'ouvrir à la démocratie en 1999.

C'est arrivé...

Une cycliste russe prend l'autoroute et veut payer le péage

UN véhicule inhabituel s'est présenté l'autre jeudi au péage de Chatuzange-le-Goubet, dans la Drôme. "Le Dauphiné libéré" explique qu'une... cycliste russe d'une cinquantaine d'années est arrivée à cette gare située sur l'autoroute A49 et qu'elle cherchait à payer. Elle a en fait été repérée sur les caméras de surveillance à une dizaine de kilomètres du péage en direction de Valence en provenance de Grenoble (Isère). Des gendarmes ont rapidement essayé de l'interpeller, mais n'ont croisé son chemin qu'au péage. Après avoir expliqué aux militaires qu'elle cherchait à se rendre de Russie en Espagne, elle a pu reprendre son chemin sur une route autorisée aux vélos de la commune voisine de Romans-sur-Isère. Elle a cependant dû s'acquitter d'une amende de 22 € (un peu plus de 14 000 francs).

... à Chatuzange-le-Goubet (France)

L'Afrique en bref

- **Côte d'Ivoire/Troubles. Accord gouvernement-"démobilisés"** Un accord a été trouvé entre le gouvernement ivoirien et les rebelles "démobilisés", venus de leur fief de Bouaké, dix jours après leur mouvement de colère qui s'était soldée par quatre morts lors de la dispersion d'une de leurs manifestations, ont déclaré des responsables des deux camps.
- **Kenya/Attentat. Cinq morts dans le nord-est** Quatre policiers et un civil ont été tués par l'explosion d'un engin artisanal dans le nord-est du Kenya, près de la frontière somalienne, une semaine après la mort de 14 policiers dans des attentats similaires revendiqués par les islamistes somaliens shebab, a annoncé hier un responsable policier.
- **RDCongo/Rébellion. Kabila au Kasai-central** Le président congolais Joseph Kabila s'est rendu mardi dans la capitale du Kasai-central pour sa première visite dans la province depuis le début en septembre d'une vague de violences meurtrières dans le centre de la République démocratique du Congo.
- **Tunisie/Jihadistes. Six arrestations dans l'ouest** Six personnes soupçonnées de liens avec un groupe agissant au nom de l'organisation Etat islamique (EI) ont été arrêtées en Tunisie, à la faveur de l'opération menée ces derniers jours dans l'ouest du pays, ont annoncé les autorités.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Au moins 80 morts à Kaboul**



Photo : AFP

Au moins 80 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessés dans un gigantesque attentat au camion piégé hier dans le quartier diplomatique de Kaboul, où l'onde de choc a semé la panique.

• **Venezuela/Politique. L'opposition veut des sanctions de l'UE contre le régime de Maduro** Le président du Parlement vénézuélien, Julio Borges, porte-voix de l'opposition, a demandé hier à son homologue au Parlement européen, l'Italien Antonio Tajani, la mise en place de sanctions contre le régime du président Nicolas Maduro.